



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bi-départementale du Calvados
1 rue du Recteur Daure - CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 17/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NL LOGISTIQUE

ZAC Est

18 rue ABO VOLO

14120 MONDEVILLE

Références : ERASS-2023-738

Code AIOT : 0005303665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2023 dans l'établissement NL LOGISTIQUE implanté 18 rue Abo Volo 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 01/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NL LOGISTIQUE
- 18 rue Abo Volo 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005303665
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NL Logistique exerce une activité d'entreposage de matières combustibles au sein des deux bâtiments appelés « F16 » (63 000 m³) et « F17 » (65 000 m³) situés sur la commune de Mondeville. Cette installation classée pour la protection de l'environnement est soumise au régime de l'enregistrement pour la rubrique 1510 (entrepôt) et au régime déclaratif pour les rubriques 2925 (atelier de charge) et 4320 (aérosols).

L'Inspection s'est rendue au niveau de l'atelier de charge du bâtiment F17 afin de constater la mise en place du détecteur hydrogène (sans contrôle des résultats des tests de fonctionnement) et du bassin n°4 d'infiltration des eaux pluviales et de confinement des eaux incendie.

L'Inspection a constaté la réalisation du merlon en terre le long du bâtiment F16.

L'inspection s'est fait présenter les cellules de liquides inflammables et d'aérosols et l'atelier de charge au sein du bâtiment F16. Un test de fermeture des portes coupe-feu de l'atelier de charge et de la cellule de liquides inflammable a été réalisé sans mise en échec.

L'Inspection a constaté par sondage la réalisation des travaux de modifications des installations comme le flocage en sous façade ou l'ajout d'une centrale incendie dans le bâtiment F16 pour les nouvelles zones couvertes par une détection incendie.

L'Inspection s'est rendue au niveau du local de sprinklage et du mur coupe-feu créé le long du bâtiment F17 (cf. point dédié du rapport de la visite d'inspection dédié).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle de l'avancement des travaux prescrits par arrêté préfectoral complémentaire du 28/03/22 ;
- contrôle par sondage dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance du 18/11/22.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Description du site et dimensionnement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 7	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Mesures d'atténuation des effets thermiques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4	/	Sans objet
2	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 6	/	Sans objet
4	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8	/	Sans objet
5	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8	/	Sans objet
6	Organisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8	/	Sans objet
7	Mesures d'atténuation des effets thermiques	Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement a été visité dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2022 et du dossier de porter à connaissance déposé par l'exploitant en novembre 2022. L'instruction du porter à connaissance a été réalisée au cours de 2023. Les demandes de modifications ayant été jugées non substantielles au regard des dangers et inconvénients induits, un accord de principe pour la réalisation des travaux a été donné par l'Inspection. Cette visite d'inspection vient constater l'avancement des travaux prescrits par l'arrêté complémentaire du 28 mars 2022 et contrôler par sondage les actions réalisées dans la cadre du dossier de porter à connaissance déposé en novembre 2022.

En outre, l'Inspection a rappelé que le plan de défense incendie (PDI) indiqué au point 23 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 (relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510) doit être établi et transmis au plus tard le 31 décembre 2023 au service d'incendie et de secours. L'exploitant a bien connaissance de cette échéance.

L'ensemble des éléments devant se trouver dans le PDI sont explicités dans le point 23 de l'arrêté ministériel du 17 avril 2017. Ce PDI pourra faire l'objet d'un point de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection une fois l'échéance atteinte.

Compte tenu des constatations effectuées lors de cette visite d'inspection, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 10 août 2020 n'a plus d'effets à produire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 4			
Thème(s) : Situation administrative, Etat des matières stockées			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Régime*
1510	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts	Entrepôt F16 : 63 000 m ³ Entrepôt F17 : 65 000 m ³	E
2925	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')	1 atelier de charge par entrepôt 60 kW	D
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Aérosols entreposés dans une cellule dédiée au sein de l'entrepôt F16 46 t	D
1530 ¹	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	8 000 m ³	DC
1532-2 ¹	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues	Palettes entreposées à l'extérieur des entrepôts 600 m ³	NC
2663-2 ¹	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	800 m ³	NC
4331	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.	Liquides inflammables entreposés dans une cellule dédiée au sein de l'entrepôt F16 36 t	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.	1t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.	1 t	NC
¹ Repris dans la rubrique 1510 ; E : Enregistrement ; DC : déclaration avec contrôles périodiques ; NC : non classé			
Constats : L'état des matières stockées demandé à l'arrivée de l'inspection a été fourni très rapidement. L'exploitant a pris en compte la remarque de l'Inspection émise lors de la précédente visite concernant la date de mise à jour de cet état des matières stockées. Ainsi, cette dernière est portée sur le document. La comparaison entre les quantités de matières stockées et les seuils de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est maintenant directement faite au moyen de cet état des stocks. L'Inspection constate que l'exploitant respecte les quantités maximales entreposées au sein de ses installations.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 2 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La plateforme du site est aménagée de manière à former une rétention des eaux d'extinction incendie au moyen de trois bassins (bassin n°1, 2 et 4) et de la montée en charge dans les réseaux (cf. annexe 1). Ces bassins permettant l'infiltration des eaux pluviales en exploitation sont munies de vannes asservies (vannes de barrages et d'orientation) secourues permettant de retenir les eaux d'extinctions dans les parties confinées de ces trois bassins. Les vannes permettant d'isoler ces bassins sont également manœuvrables manuellement et un repère visuel local permet de connaître sans ambiguïté la position de chaque vanne. L'asservissement des vannes se fait soit sur le déclenchement du sprinklage, soit sur action humaine soit en cas de détection de fuite au sein de la cellule liquides inflammables du bâtiment F16.</p> <p>Les eaux d'extinctions mises en œuvre lors d'un incendie au sein du bâtiment F16 sont orientées vers les bassins 1 et 4 qui sont en mesure de confiner un volume minimal de 1 210 m³. Les eaux d'extinctions mises en œuvre lors d'un incendie au sein du bâtiment F17 sont orientées vers les bassins 2 et 4 qui sont en mesure de confiner un volume minimal de 1 330 m³ en utilisant également une montée en charge des réseaux de l'ordre de 100 m³.</p> <p>Les eaux d'extinctions mises en œuvre lors d'un incendie au sein de la cellule de liquides inflammables du bâtiment F16 sont orientées vers le bassin 4 qui est en mesure de confiner un volume minimal de 510 m³.</p> <p>Les autres dispositions de l'article 14 restent d'application.</p>
<p>Constats :</p> <p>La solution de confinement proposée dans le dossier de porter à connaissance de novembre 2022 consiste en la création d'un bassin unique, permettant de confiner le volume maximal d'eaux d'extinction calculé (i.e. 1 330 m³). Ce bassin est nommé bassin n°4. Son dimensionnement a été réalisé pour que la montée en eau dans ce bassin ne génère ni remontée dans le réseau pluvial, ni flaque au niveau de point bas du site. Il tient compte des recommandations du service de la direction du cycle de l'eau de Caen-la-Mer (gestionnaire des réseaux d'assainissement).</p> <p>Ce bassin récupère les liquides inflammables en cas d'incendie (rétention déportée) ou de déversement accidentel lors d'une manutention. Il a été positionné de façon à ce que les effets thermiques d'une nappe enflammée d'une puissance supérieure à 8 kW/m² (effet domino) restent dans les limites de propriété.</p> <p>Un nouveau poteau incendie non alimenté mais en liaison avec la DECI doit être ajouté (ce poteau non présent au moment de la visite a depuis été installé selon une information portée par l'exploitant). Ce poteau incendie situé à moins de 100 mètres du bassin n°4 a été créé afin que les sapeurs pompiers puissent lutter efficacement en cas de ré-inflammation des liquides inflammables sous forme d'une nappe dans le bassin n°4. Le test de ce poteau n'a pas encore été réalisé par l'installateur ou le SDIS. La conformité de ce poteau et l'indication de son débit devront être obtenus et les justificatifs tenus à disposition de l'Inspection. La présence de ce poteau devra être indiquée dans le plan de défense incendie ainsi que les modalités de sa mise en œuvre opérationnelle.</p> <p>L'Inspection a constaté les travaux de création en cours du bassin. La partie infiltration du bassin est terminée tandis que l'étanchéité de la partie confinement est cours de finition (la bâche d'étanchéité doit être retendue). Les vannes asservies permettant d'isoler la partie infiltration de la partie confinement doivent être prochainement installées et testées avant d'être réceptionnées par l'exploitant.</p>
L'ensemble de ces dispositions seront reprises dans un projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Description du site et dimensionnement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Prescription contrôlée : Les cellules de stockage sont équipées d'une détection automatique d'incendie et d'un réseau de sprinklage de type ESFR alimenté par une réserve en eau de 423 m ³ et comprenant deux groupes moto-pompes de débit 445 m ³ /h. Le dimensionnement des besoins en eau a établi un potentiel hydraulique de 720 m ³ utilisables sur deux heures (débit requis de 360 m ³ /h). Deux poteaux d'eau incendie se trouvent à moins de 100 mètres d'un accès d'une cellule et délivrent un débit simultané de 230 m ³ /h. L'exploitant dispose d'une réserve incendie de 360 m ³ réceptionnée par le SDIS. L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente des deux poteaux d'eau incendie normalisés fournissant un débit minimal simultané de 180 m ³ /h .
Constats : L'Inspection s'est rendue au niveau du local de sprinklage afin de constater le bon entretien général et vérifier sur le cahier d'entretien du passage régulier du prestataire de service. Les presses étoupes des groupes moto-pompes présentent les égouttures normales pour ce type d'équipement. Interrogé sur la connaissance de l'exploitation de ce local, l'exploitant a indiqué disposer de plusieurs personnes formées à la mise en œuvre du sprinklage. Toutefois, cette liste doit encore s'enrichir pour disposer en permanence d'une personne formée et présente durant les horaires d'ouverture de l'établissement afin de s'assurer d'une réponse rapide et efficace en cas d'anomalie. Les débits prescrits ayant été fournis lors de l'instruction du précédent dossier de porter à connaissance de 2021, ceux-ci n'ont pas été vérifiés à nouveau. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer périodiquement. Le système de sprinklage ESFR a été modifié et complété lors de la création des cellules aérosols et liquides inflammables afin d'obtenir un système de sprinklage traditionnel dans ces cellules. Toutefois, le certificat de conformité à l'installation (délivré par le centre national de prévention et de protection [CNPP] après la mise en service) appelé N1 n'a pas été modifié pour prendre en compte les modifications intervenues sur l'installation. Aussi, le compte-rendu de vérification semestriel (appelé Q1) réalisé le 17 mai 2023 par un organisme de contrôle habilité (EQUANS) indique (à juste titre) la présence de bombes aérosols non-compatibles avec une protection ESFR. L'Inspection a interrogé l'exploitant sur les trois autres points de non-conformité qui a pu donner des réponses satisfaisantes. Suite à cette visite d'inspection, l'exploitant a sollicité son organisme de contrôle habilité afin que ce dernier formalise techniquement la sollicitation d'un certificat de conformité N1 auprès du CNPP. Aucune date n'a été arrêtée concernant leur intervention. L'exploitant précise qu'un délai de l'ordre de 6 mois est sans doute à envisager. L'Inspection indique que l'obtention du certificat N1 à jour auprès du CNPP doit intervenir dans les meilleurs délais afin de réaliser un compte-rendu Q1 qui reflète les conditions d'emploi de l'installation de sprinklage. Il est accordé un délai de 6 mois pour produire ce certificat.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8
Thème(s) : Situation administrative, Organisation du stockage
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation cadre du 11/01/02 susvisé sont remplacées par les suivantes : La répartition des quantités de matière au sein des bâtiments F16 et F17 est reprise en annexe 2 du présent arrêté. Le plan théorique d'implantation au sein des cellules d'entreposage sont indiqués en annexe 3.
Constats : L'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2022 indique une quantité de 36 tonnes de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331 (Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330). L'exploitant a indiqué vouloir entreposer des liquides inflammables avec des alcools de bouche relevant de la rubrique 4755 tout en respectant la quantité maximale de 36 tonnes. Sur le principe, l'Inspection n'a pas d'objection. Toutefois, les alcools de bouche ne pourront être entreposés que sous forme de contenants fusibles de contenance maximale de 30 litres, ceci afin de ne pas transformer cette cellule en chai de vieillissement contenant des tonneaux. Cette limitation sera reprise dans le projet d'arrêté préfectoral complétant les dispositions applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Cellule liquide inflammable
Prescription contrôlée : <p>Une cellule de stockage de liquides inflammables est installée à l'extrémité Est du bâtiment F16 (cf. annexe 3-A du présent arrêté). Les liquides inflammables sont constitués principalement des parfums et eaux de cologne. Ils sont stockés, sur racks, à une hauteur maximale de 5 mètres. De dimensions 36 mètres sur 6 mètres, la cellule permet de stocker les liquides inflammables sur deux racks simples, à une hauteur maximale de 5 mètres.</p> <p>Les deux racks sont espacés par une allée de 3,2 mètres. Les stockages disposent de bacs de rétention dimensionnés conformément à la réglementation en vigueur, soit 50% du volume stocké (contenants de faible volume).</p> <p>La cellule de liquides inflammables est isolée de la cellule de stockage des aérosols et combustibles par une cloison légère coupe-feu 2 heures de 10 mètres de hauteur, sur la longueur et la largeur. Un flocage coupe-feu 2 heures sous toiture sur une bande de 5 mètres est présent.</p> <p>Une porte coupe-feu 2 heures de largeur 2 mètres et de hauteur 3,5 mètres permet l'accès à cette cellule. La fermeture de la porte est asservie soit à la détection incendie assurée, soit asservie à la mise en route du sprinklage, qui fait office de détection. La cellule dispose également d'une issue de secours par une porte avec barre anti-panique.</p> <p>La cellule est équipée de trappes de désenfumage correspondant à 2% de la surface de toiture de la cellule.</p> <p>Un regard d'évacuation avec siphon coupe-feu permet l'évacuation des eaux d'extinction en cas d'incendie ou en cas de déversement accidentel de liquides dans la cellule. Ces eaux rejoignent le bassin n°4.</p> <p>La cellule est dotée d'une installation d'extinction automatique incendie de type sprinklage dit traditionnel avec présence de têtes de sprinklage dans les racks, soit sur 3 niveaux. La détection incendie sera assurée par le sprinklage. Des planchers pleins sont installés sur les lisses des niveaux 1,2 et 3.</p>
Constats : <p>L'Inspection s'est rendue dans la cellule et a pu constater la présence de trappes de désenfumage, d'une issue de secours, d'un avaloir (sans pouvoir vérifier la présence du syphon coupe-feu qui se trouve dans le sol ; ceci incombe à l'exploitant au moyen de son dossier d'ouvrage exécuté), de planchers pleins et de têtes de sprinklage au niveau des racks.</p> <p>Cette cellule dispose d'une issue de secours avec une porte munie d'une barre anti-panique.</p> <p>Un essai de fonctionnement de la porte coupe-feu de cette cellule sur déclenchement manuel a été effectué : il a été constaté sa bonne fermeture.</p> <p>Cette cellule dispose par ailleurs d'un point d'eau incendie additivé avec une réserve d'émulseur. Des consignes spécifiques d'emploi de ce matériel doivent être rédigées par l'exploitant et transmises au personnel étant amené à réaliser la première intervention incendie dans le local.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Organisation du stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Cellule aérosols
Prescription contrôlée : Une cellule permettant de stocker les aérosols est installée contre la cellule de liquides inflammables dans le bâtiment F16 (cf. annexe 3-A). Les aérosols sont constitués principalement de produits d'hygiène et de beauté. Ces aérosols sont stockés, à une hauteur maximale de 5 mètres, sur racks. Afin de prévenir le risque d'effet missile en cas d'incendie, le stockage des aérosols est isolé sur sa face ouest par une paroi grillagée, sur une longueur de 36 mètres, une largeur de 12 mètres et une hauteur de 10 mètres. Le stockage des aérosols se fait sur deux racks simples et un rack double, en niveaux 0 et 1 et séparés par des allées de 3,2 mètres. Des palettes de matières combustibles peuvent être stockées au 3ème niveau, au-dessus des palettes d'aérosols. La cellule est dotée d'une installation d'extinction automatique incendie de type sprinklage dit traditionnel avec présence de têtes d'extinction dans les racks, soit sur 3 niveaux. Le sprinklage fait office de détection incendie. Une porte métallique à fermeture automatique asservie au démarrage du sprinklage, de largeur 2,5 mètres et hauteur 3,5 mètres, permet l'accès à cette zone de stockage. Un portillon à usage d'issue de secours existe au niveau de la façade sud. Des planchers pleins sont installés sur les lisses des niveaux 1,2 et 3.
Constats : L'inspection a pu constater la présence des lisses pleines sur les différents niveaux avec des têtes de sprinklage au niveau des racks. La paroi grillagée a été substituée par une paroi pleine. Cette modification a été instruite par l'Inspection et encadrée par un projet d'arrêté préfectoral complémentaire. L'Inspection a pu constater la présence d'une issue de secours existe au niveau de la façade Sud du bâtiment F16. Pour des raisons de praticité, l'exploitant a créé deux portes d'accès à la cellule (i.e. une porte pour chaque allée). Ce point a été repris dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures d'atténuation des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'atténuation des effets thermiques
Prescription contrôlée : Le premier merlon de terre est installé en limite Sud de propriété. D'une hauteur de 2,5 mètres et d'une longueur de 110 mètres, il permet de contenir les flux thermiques de 3 kW/m ² générés par un incendie généralisé du bâtiment F16 dans le périmètre de l'établissement.
Constats : La présence d'un merlon d'une hauteur supérieure à 2,5 mètres a été constatée par l'Inspection. L'exploitant a été contraint de déplacer le merlon et de réduire la longueur de ce dernier à l'arrière de la cellule de liquides inflammables compte tenu de la présence historique du bassin d'infiltration n°3. Compte tenu que les modélisations des flux thermiques indiquent des flux de 3kW/m ² sortant des limites de l'établissement, un porter à connaissance au titre de l'urbanisme sera à produire. Les prescriptions de ce dernier concernées par cette modification du merlon seront adaptées en conséquence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures d'atténuation des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2022, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures d'atténuation des effets thermiques
Prescription contrôlée : Le second merlon de terre est installé au Nord à 1,4 m du bâtiment F17. D'une hauteur de 4 mètres et d'une longueur de 60 mètres de longueur, ce merlon vient s'adosser sur un mur de soutènement (cf. annexe 4-C). Les voiles de soutènement ayant une épaisseur minimale de 30 cm avec un enrobage d'acier de 7 cm donne un degré coupe-feu et une stabilité au feu de 4 heures. Ce merlon permet de réduire les flux thermiques de 5 kW/m ² générés par un incendie généralisé du bâtiment sortant du périmètre de l'établissement.
Constats : Le merlon de terre indiqué dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2022 a été remplacé par un mur coupe-feu stable 2 heures contre lequel un merlon de terre vient s'adosser. Les modélisations des flux thermiques sont inchangées. La hauteur de ce mur est identique à la hauteur du merlon prescrite. La longueur du mur est toutefois plus grande que celle du merlon indiqué dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2023. Le mur mis en place (béton banché d'épaisseur 25 cm) dispose d'un degré coupe-feu que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier compte tenu de l'attente des documents d'ouvrage exécuté. L'arrêté préfectoral complémentaire prescrit un merlon coupe-feu 4 heures. Le degré coupe-feu du mur réalisé peut avoir des incidences sur la maîtrise de l'urbanisme si la durée de l'incendie de l'entrepôt F17 est supérieure à la tenue du mur. L'exploitant doit justifier du degré coupe feu du mur et indiquer à l'Inspection la durée de l'incendie du bâtiment F17. L'arrêté préfectoral complémentaire en vigueur sera adapté en conséquence.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois